

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social assurant à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

N° 118
Mars 2020

le libertaire

revue de synthèse anarchiste

Créé par Joseph Déjacque en 1858 aux U.S.A. (En Français), repris par Sébastien Faure en 1895.
Actuellement publié par le groupe Jules Durand et des individuels anarchistes.

Plus rien n'a de sens.....

Déjà, jeune, des termes m'interpellaient. c'était diffus et je m'expliquais pas toujours ce qui clochait.

Puis j'ai commencé à faire le tri, à traduire, remettre de l'ordre. et c'était du boulot quotidien. pas facile de ne pas se laisser pénétrer par le formatage des médias et politiques .

Il y avait tous ces plans dits "sociaux" qui consistaient en fait à virer des travailleurs par milliers.

Il y avait tous ces ouvriers qui, malgré le fait qu'ils soient à l'origine de toute création de richesse, représentait un "cout".

Les gens ne tombaient pas dans la pauvreté mais étaient victimes d'un "accident de la vie". c'étaient les fameux "nouveaux pauvres" qui, malgré l'appellation, n'étaient pas des anciens riches. Quand au pauvre hère sans logis retrouvé au matin raide comme un pain de glace, il était question d'un "drame de l'hiver". Peut être était il un "chômeur de confort"..

Notre système de santé basé sur la solidarité, brocardé, dépeint comme un tonneau des danaïdes, le fameux "trou de la sécu" .

Et tout était à l'avenant, jusqu'au fric "sans statut fiscal" découvert dans la besace de tel ou tel politique.

Mais heureusement, à l'époque, il y avait une gauche, un mouvement ouvrier pour combattre ce travestissement constant de la réalité.

Depuis, ça c'est durci. les néologismes et concepts fumeux se sont multipliés et se déversent dans l'espace médiatique et jusque dans nos universités, les milieux militants, instaurant une confusion, un brouillard.

Il faut être solidement arrimé au réel pour ne pas être pris de vertiges à la lecture de certains articles ou contributions à prétention militante ou universitaire.

Des "antiracistes" n'ont que le mot "blanc" à la bouche et soutiennent les "espaces de non mixité raciale".

Des "féministes" se mobilisent pour que le très patriarcal et stigmatisant voile islamique ne soit plus "stigmatisé".

Des "antifascistes" manifestent contre la lecture d'un livre de charb pourfendant le fascisme religieux et ses relais.

Des anarchistes défilent de concert avec des islamistes anti mariage pour tous.

Des militants juifs de gauche font la promotion d'un livre dénonçant une cinquième colonne juive et soutiennent ramadan, nouveau Dreyfus nourri au viagra.

Des trotskystes inscrivent dans leur programme pour les présidentielles le "droit" pour les gamines de porter le voile islamique dès l'école.

Les laïques universalistes sont devenus des racistes.

Les syndicalistes sont désormais des "conservateurs" attachés à un modèle solidaire et collectif jugé dépassé et la fin de la protection des salariés est présentée comme le summum de la modernité.

Les féministes universalistes sont des "blanches" qui ont oublié de "checker leurs privilèges".

Il n'y aurait plus de droite et de gauche, concept dépassé d'après ceux qui ont trahi les valeurs portées jadis par le mouvement ouvrier. il n'y aura d'ailleurs peut être plus ni de haut et de bas pour ceux tournoyant dans une chute idéologique sans fin.

Tout se délite, des lignes se croisent et s'éloignent dans un chaos "intersectionnel" ou l'on ne sait plus distinguer la lutte pour la justice, l'émancipation et l'égalité devenues variables.

bordel, ou j'ai mis ma boussole?

JJJ

Covid 19 et Liberté

L'exploitation des ressources naturelles de la planète amène l'humanité au bord de l'autodestruction, nous vivons au milieu d'épidémies causées principalement par la propagation continue de produits chimiques (pesticides, insecticides, perturbateurs endocriniens, etc.) et nuisibles à notre la santé en même temps que nous vivons entourés d'une atmosphère avec des niveaux de contamination si élevés qu'ils développent des allergies et des maladies dans une grande partie de la population. Cette exploitation des ressources naturelles entraîne également la dévastation du territoire par la techno-industrie: la Méditerranée transformée en égout, l'Asie du Sud-Est en désert chimique, l'Afrique en grand dépotoir, etc.

L'apparition du virus connu sous le nom de Covid-19 est une conséquence de la civilisation industrielle, pour nous, l'important n'est pas de savoir si le virus est passé d'une chauve-souris, peut-être en raison de l'industrialisation de son habitat ou s'il est venu via le pangolin. Pour nous, l'important est que c'est la conséquence d'un système qui commercialise chaque processus, objet ou être vivant sur terre, c'est l'avidité d'un système qui cherche à anéantir tout ce qui vit dans le monde. Nous ne pouvons pas penser que notre mode de vie basé sur une croissance continue sur une planète qui est en fait limitée n'allait pas entraîner ces conséquences et d'autres catastrophes à venir. Des centaines de produits chimiques présents dans notre vie quotidienne modifient les processus naturels donnant lieu à des centaines de « catastrophes » (épidémies, changement climatique, etc.). Ce sont les mêmes produits qui en Chine font un million et demi de morts par an et qui ne s'éteignent pas. Habituellement, ils ne produisent ni alarme sociale, ni confinements, ni état de crise. En Espagne, 10 000 personnes meurent chaque année de la pollution et ne paniquent pas, elles font partie des victimes nécessaires au fonctionnement du monde industriel, l'important est que le progrès et sa cupidité ne s'arrêtent pas.

En principe, le Covid 19 (bien qu'ils l'étudient toujours) est une grippe avec des symptômes similaires à la grippe commune, en plus sévère notamment au niveau des poumons, et affecte tous les deux plus de personnes ayant des pathologies antérieures et surtout la population plus âgée ; les deux gripes diffèrent au niveau de leur capacité de contagion, c'est ce qui a déclenché l'alarme sanitaire. Au moment de la rédaction de ce texte, près de 900 personnes sont décédées du Covid19, cependant, la grippe commune a fait plus de 13 000 morts en France l'année dernière (27000 morts sur les deux dernières années d'après le journal Le Monde). Cela étant, nous nous demandons pourquoi cette situation exceptionnelle est due à l'alarme sociale créée en grande partie par les mé-

dias et par l'opacité des informations transmises par ceux qui gèrent nos vies.

Afin de mettre un terme à la pandémie, l'État a décrété « l'état d'urgence » qui implique des interdictions de mouvement, d'isolement, de contrôle accru, de suspension des réunions et de la vie publique en général, de contrôle des moyens de transport et qui sait si bientôt la distribution de nourriture sera préservée. Dans ce processus, nous voyons comment l'État devient éco-fasciste où le gouvernement sera de plus en plus contraint d'agir pour gérer les ressources et l'espace de plus en plus « raréfié », donnant lieu au fait que la préservation des ressources les plus nécessaires ne peut être garantie qu'en sacrifiant un autre besoin: la liberté.

En l'absence d'un ennemi interne ou externe, l'État a trouvé un ennemi devant lequel montrer tout son potentiel belliqueux et en même temps accentuer la soumission de la population par la peur et la répression . Pour nous, la solution n'est pas un État plus autoritaire, c'est la disparition de toutes les formes d'autorité. Désormais, peut-être des états d'alarme, d'urgence ... se produiront à la suite de la dévastation écologique et sociale du monde parce que nous sommes sûrs que les catastrophes continueront de se produire. Nous n'exagérons pas lorsque nous parlons de potentiel de guerre: nous verrons bientôt l'armée prendre des positions dans des endroits stratégiques, la police contrôlant davantage les rues et des drones avec des caméras surveillant les mouvements de la population. Les mesures de l'état d'urgence visent non seulement à mettre fin à la pandémie de Covid, mais aussi à propager une autre pandémie: celle de la servitude volontaire de la population par l'obéissance aux lois face au danger de la pandémie, mettant fin aux critiques de l'État et le capitalisme face à la peur et aux risques possibles. Cette servitude volontaire serait impossible sans la soumission à nos dispositifs technologiques et au mode de vie qu'ils créent. Face à une pandémie ou à toute autre catastrophe, nous sommes soumis à des technocrates, spécialistes, experts, scientifiques, etc., aux gestionnaires de l'espace et du temps qui ont tout prévu dans leurs calculs rationnels.

De même, les conséquences de cette épidémie, ou de toute autre catastrophe industrielle, seront économiquement dévastatrices, nous constatons déjà la situation critique de milliers de personnes qui seront contraintes au chômage ou la précarité de leur emploi ; comme toujours l'aggravation des conditions de vie sera pour les plus pauvres. Elle sera subie par les couches les plus défavorisées de la société qui ont déjà subi les assauts durs de la « crise capitaliste » et ses coupes pendant des années. Au

contraire, cela apportera certainement de grands avantages aux classes supérieures, comme les propriétaires des grandes sociétés pharmaceutiques.

Face à l'épidémie, le confinement dans lequel nous vivons devient énorme, ils nous enferment dans nos cages en briques et en béton d'où nous ne pouvons échapper virtuellement à la réalité écrasante que grâce à nos appareils technologiques. Les mêmes appareils qui soumettent et perpétuent l'aliénation du mode de vie industriel. Ces appareils qui déshumanisent et façonnent nos perceptions, notre cerveau, nos sentiments, etc. qui repensent notre façon de nous voir et de voir le monde. Accrochés

au monde virtuel, nous nous tenons à l'écart de la réalité d'un monde hostile, d'une épidémie ou d'une catastrophe nucléaire. Ceux qui gèrent nos vies ne revendiquent pas cette responsabilité, en essayant de nous faire participer aux catastrophes du capitalisme industriel, curieux car l'une des caractéristiques de la postmodernité est le manque de responsabilité dans les actions de chacun puisque nous participons à la machine « étrangère » à leurs effets. Pour nous, les seuls responsables sont l'organisation technique de la vie et ceux qui la gèrent.

D'après Lorcon (19 mars 2020)



Macron galvaude le terme de guerre



A lors que pendant le mouvement social contre la loi travail, le mouvement des gilets jaunes, la lutte contre la réforme des retraites, nous n'avons constaté aucune pénurie de LBD, grenades (lacrymogènes, de désencerclement...) et autres matériels de guerre dont les protections policières, nous voyons avec amertume, les soignants, galérer pour trouver des masques, du gel hydro-alcoolique...pour tout simplement faire leur travail et soigner la population. Parallèlement, l'Etat avance ses pions et met en lumière l'aide apportée par l'armée dans la lutte contre le Covid, à grand renfort de matériel de pointe et de transports. Deux choses. La première, c'est le choix du gouvernement Macron, de réprimer et d'asseoir son autorité via les forces répressives à son service. D'où la priorité donnée aux armes des forces de l'ordre. La santé étant reléguée loin derrière. Cependant devant le tollé du manque de moyens de l'hôpital public face à la crise sanitaire, Macron promet des heures supplémentaires, une prime aux soignants et un futur plan d'investissements pour la santé. Il est dommage d'en arriver là. Et les politiciens hypocrites (pléonasme), notamment les parlementaires (parlementeurs) vont à la rencontre des soignants et s'indignent de leurs conditions de travail. Que ne l'ont-ils pas fait auparavant. Ils/elles ont voté la loi de programmation militaire et continué à saboter l'hôpital public en ne donnant pas les moyens à celui-ci de fonctionner, malgré les multiples alarmes sonnées par les personnels soignants. Il faudra que les parlementaires et le gouvernement rendent des comptes, il faudra donner les noms de ceux qui se sont rendu complices de cette situation.

La deuxième, c'est que le langage guerrier de Macron ne fait pas illusion. La guerre, ce n'est pas une lutte contre un virus à éradiquer, c'est un ennemi identifié qui cherche à nous nuire, à nous spolier et qui se traduit par des meurtres légalisés au nom d'une idéologie, d'une religion ou d'intérêts économiques (recherche de nouveaux marchés, débouchés, territoires...). Macron galvaude le terme pour mieux nous vendre les intérêts

militaristes. La population commence à se demander s'il ne vaudrait pas mieux mettre un pognon de dingue dans la santé plutôt que dans les œuvres de mort. Pendant ce temps, les médias relaient la communication de l'armée où l'on voit le matériel utilisé par l'armée. Un A 330, des tentes à Mulhouse censées abritées 30 lits quand on parle de milliers de personnes contaminées, un porte-hélicoptères...Tour cela n'est qu'une goutte d'eau dans les besoins de secours. Le principal, c'est d'impliquer l'armée, montrer son utilité. L'extrême droite aimerait un recours plus important au kaki. Heureusement que le droit, mais pour combien de temps encore, exclut l'armée des missions d'ordre public. Nous verrons et nous continuerons à plaider pour que les ressources humaines et matérielles aillent à la santé plutôt qu'à l'armée.

Alors que le feuilleton médiatique s'égrené au fil des jours entre Didier Raoult (Infectiologue de Marseille) et le milieu médical parisien (Lévy-Buzin...), nous assistons aux luttes de pouvoirs et d'egos entre personnalités de ce monde censé s'occuper de l'intérêt général sur le plan de la santé. Entre un professeur qui publie à tout- va (tous ces articles sont-ils étayés et validés par l'expérience) et les conflits d'intérêt du clan Buzin, nous sommes un peu perdus. « Le Libertaire » avait publié un article « Labo-collabos » qui avait fait grand bruit à l'époque et avait servi de détonateur pour les lanceurs d'alerte. Nous rappelons aussi pour les plus anciens que dans le projet de Mitterrand en 1981, il était question de nationaliser l'industrie pharmaceutique...Tant que l'opinion publique ne s'approprie pas ces thématiques, les faiseurs de fric continueront à se remplir les poches. Ce qui est dommageable car le doute s'insinue sur l'efficacité de certains vaccins et rejaillit sur la parole médicale. Il serait inquiétant que la parole médicale rejoigne l'opprobre de la parole politique.

En attendant, notre société se délite encore un peu plus. Les SDF connaissent une situation qui se détériore un peu plus chaque jour. Ce n'était pas mirobolant avant mais aujourd'hui, c'est catastrophique.

Idem pour les hôpitaux psychiatrique sont comme à l'accoutumée la dernière roue du carrosse du système de soins. Le personnel a été oublié pour la distribution de masques... Des structures de jour pour les urgences, toutes les structures extra-hospitalières ferment. Les décompensations de patients s'accroissent, les tensions et les angoisses montent. Un afflux de patients qui ne supportent pas le confinement n'est pas à exclure. En attendant, à notre connaissance, aucun hôpital psychiatrique n'est doté de service de réanimation, ce qui laisse augurer d'une grave crise en cas d'épidémie de Covid 19 au sein des établissements. Les schizophrènes, les patients addicts, les personnes fragiles et vulnérables vont passer un sale quart d'heure. Mais le secteur de la psychiatrie sera servi en dernier, s'il est servi.

Patoche (GLJD)



Mise en place de réseaux de soutien



Outre l'évidence, il y a des raisons de s'inquiéter du virus Covid-19 au-delà de l'effondrement du système de santé, dans lequel le gouvernement, les institutions et la société se battent pour «arrêter la courbe», afin que les victimes les plus graves de la pandémie puissent être plus ou moins soignées, en même temps que d'autres problèmes de santé qui n'ont pas cessé d'exister sont couverts. Une courbe qui devra être ralentie beaucoup plus tard que prévu, car la capacité de notre système de santé diminue parce que le personnel tombe également malade et les stocks de masques, de respirateurs...sont réduits.

Bien qu'il existe des formules mathématiques et divers calculs pour prédire combien de temps durera la pandémie, ce n'est pas tout à fait clair, en prenant également divers scénarios comme exemples ; nous anticipons comme pour l'Italie, la Chine, la Corée du Sud, les Etats-Unis maintenant... car il s'agit d'un nouveau virus très peu connu, des séquelles et évolutions à moyen et long terme. Prenant l'exemple de la Chine, qui le 17 novembre est établie comme le premier cas possible de coronavirus, elle a connu une croissance exponentielle des personnes infectées jusqu'au 20 février environ, où elle a déjà réussi à le contenir à 81 000 personnes infectées. C'est une différence de 81 jours pour contenir la contagion sur ledit territoire. Si nous l'extrapolons à l'Espagne, le premier cas enregistré comme tel était le 31 janvier, nous devrions stabiliser les infections d'ici la mi ou la fin avril; en cas de se trouver dans des circonstances similaires. Même situation pour la France.

Indépendamment de cela, les restrictions de mobilité et

l'état d'urgence sanitaire dureraient considérablement plus longtemps. En Chine, le confinement et le contrôle perdurent dans les zones les plus touchées et vulnérables, car ils le réduisent progressivement. Si nous comptons du 23 janvier comme date à laquelle les contrôles chinois ont commencé à être mis en œuvre, ils ont aujourd'hui près de 3 mois de mouvements restreints et ils en ont encore quelques-uns. Il ne sera pas inhabituel d'imaginer un minimum de 5 mois d'alarme dans l'État espagnol, étant donné que le virus se propage beaucoup plus rapidement ici.

En réalité, aujourd'hui selon sa propre logique, il n'est pas possible que le gouvernement supprime les interdictions, car il n'y a pas de vaccin, il n'y a pas de remède et il n'y a pas d'immunité développée. Par conséquent, si la pression sur la vie sociale et économique de la population se relâche un peu, le virus se propagera à nouveau avec la même violence qu'au début, jusqu'à ce qu'il ait infecté presque toute la population ou une grande partie de celle-ci. Il existe déjà une multitude de laboratoires dans le monde qui testent différents vaccins, mais jusque-là aucun gouvernement ne lèvera les interdictions, à moins qu'il ne cherche à se débarrasser de certaines populations. Par exemple, de la population carcérale elle-même, qui, ayant une couverture médicale faible ou inexistante, restreint toutes sortes de contacts avec le monde extérieur dans le but supposé de les protéger de la pandémie, tandis que les fonctionnaires peuvent circuler librement dans les prisons. Ou une grande partie de la classe ouvrière elle-même qui est toujours obligée d'aller dans la fosse. Qui protègent-ils vraiment?

**ON NE SE LAISSERA
PAS MOULINER EN
CHAIR À PATRON !**



Certains dirigeants tels que ceux du Royaume-Uni (il faudra compter vos morts dixit le cynique Boris Johnson), des Pays-Bas et dans une moindre mesure des États-Unis ont préféré ne pas risquer excessivement la production économique au détriment de la santé des populations. Fondamentalement, ils préfèrent que la population se répartisse le plus rapidement possible, que les personnes les plus faibles meurent et poursuivent la marche, afin d'éviter, dans la mesure du possible, le ralentissement économique que font leurs territoires voisins, donc ils peuvent ainsi profiter la situation et les devancer. Mais il reste à voir le véritable nombre de morts que la pandémie pourrait laisser en raison de la noyade de ses systèmes de santé, et dans un monde hyper-mondialisé comme le nôtre, vous pouvez à peine croître pendant que votre environnement stagne et diminue. Il est très probable que, comme dans de nombreux cas, le chaos vienne de la main du gouvernement et la population finira par payer plus de conséquences que même les dirigeants ne le souhaiteraient.

Le blog CrashOil explique les conséquences de la pandémie dans le contexte d'une baisse de la production de pétrole bon marché et comment ce nouvel épisode mondial entraînera un changement irréparable du bien-être économique de l'Occident. En résumé, la conclusion que l'article apporte est que rien ne sera comme avant.

Nous entrons plus rapidement dans une nouvelle phase dans laquelle les Etats retrouveront leur rôle plus paternaliste, subventionnant une grande partie de la population pour qu'au moins ils ne cessent pas d'être des consommateurs, tandis que le secteur productif gèrera de plus en plus des marges bénéficiaires plus faibles et cherchera des marchés désespérément nouveaux. Tout pour continuer à alimenter cette croissance économique, nécessaire à son tour pour maintenir toute la bureaucra-

tie et les infrastructures qui en découlent.

En ce qui concerne la crise sanitaire et l'état d'alerte, la crise économique de 2020 sera celle qui dure le plus longtemps, comme l'a déclaré notre cher président. Il suffit de jeter un œil aux mouvements boursiers des principales places boursières mondiales, où sont perçues les premières conséquences d'une pandémie qui ne fait que commencer. Après une première phase paternaliste, ils nous préparent déjà à une bonne dose de coupes sociales et économiques, dans lesquelles l'Etat sera en charge de nous protéger, même si nous n'en voulons pas. Le code du travail passe déjà à la moulinette. Ce n'est que du provisoire nous dit-on mais on sait par expérience que le provisoire dure longtemps...

Il y a aussi de bonnes nouvelles derrière tout cela, certaines évidentes, certaines temporaires. La pollution en Chine a été réduite à des niveaux jamais vus auparavant grâce à la paralysie du trafic aérien et d'une partie de ses industries. Le ciel bleu survole à nouveau les grandes villes chinoises. Il en va de même en Italie, où la nature retrouve (temporairement) une partie de son territoire à Venise par exemple, même Madrid et Barcelone, Paris bénéficieront également pendant quelques semaines d'un air beaucoup plus pur, pour ses habitants (humains et non humains) et ceux de ses environs. Ce que le capitalisme vert et l'éco-bureaucratie à visage humain et la classe moyenne n'ont pas pu faire, a été fait par le chaos, la morosité et l'hystérie collective.

Tout cela aura sans aucun doute des effets positifs sur la santé des personnes, et évidemment sur la santé de la nature elle-même. Il ne suffira jamais de dire que la pollution générée est, en pratique, directement proportionnelle à la consommation d'énergie, même avec les énergies renouvelables.

D'un autre côté, bien que les États, avec toute leur santé et leurs armées en marche, connaissent une gestion des catastrophes et des effondrements avec la société à une échelle gigantesque, la population, les villes, les quartiers et les individus individuellement, ils expérimentent de nouvelles façons de se relier; bien sûr, dans les limites permises par les circonstances actuelles. Des réseaux de soutien et de solidarité se forment partout où la communication est possible. Les ONG, les communautés de quartier, les réseaux sociaux, les associations de quartier, les syndicats, les groupes d'affinité, les partis et les personnes seules ont mis en place des mécanismes pour aider directement ceux qui ne peuvent pas subvenir à leurs propres besoins, encore plus dans les circonstances actuelles.

Et oui, il est également vrai, ces formes de coopération se déroulent dans un contexte beaucoup plus large et plus complexe d'individualisme et de chauvinisme, où

la société coopère également pour se contrôler, en collaborant avec ses propres contrôleurs en tant que furtifs et dénonciateurs. Tout type de pratique (dissidente ou non) qui pourrait mettre en danger ou remettre en cause la stratégie de l'emprisonnement total qui approche de la totalité. Faire la différence entre ce qui est vraiment utile pour la santé de la population et la psychose collective, devient un exercice parfois surréaliste, sinon totalement injuste et oppressif. Des gens qui veulent des amendes pour les autres, plus d'autorité et plus de centralisme. Un syndrome de Stockholm déguisé en efficacité et en nécessité. À la fin de toute cette histoire, ce qui comptera, ce sera le nombre de morts, il reste à voir si l'autoritarisme va nous aider plus que la coopération.

Et malgré tout cela, une aide horizontale, décentralisée et convenue d'un commun accord peut émerger dans toutes les situations, et ce sont des dynamiques et des structures que nous devons choyer et soigner, perfectionner et corriger les erreurs évidentes qui seront commises, être agiles et créatifs. Lors de la résolution de problèmes, comme moyen de surmonter le centralisme et l'autoritarisme où le pire des courants nous entraîne.

Inquiétudes diverses

Venise retrouve son eau claire et ses poissons. Le ciel chinois s'éclaircit et le brouillard de pollution qui obscurcissait l'atmosphère a quasiment disparu. Les rues françaises se désertifient de ses piétons et voitures. Les Français deviennent adeptes du clapping à l'islandaise tous les soirs à 20 Heures afin de soutenir les soignants en première ligne dans la lutte anticoronavirus. Les grosses usines sont à l'arrêt : industries automobiles, Airbus à Toulouse, Safran au Havre (après un débrayage) et nombre de salariés exercent maintenant un droit de retrait. L'économie tourne donc au ralenti. Les salariés et notamment les travailleurs précaires se retrouvent dans une situation de grande inconnue sur leur avenir économique. Cette réalité est partagée dans tous les domaines d'industrie. Par ailleurs, la fermeture des services publics et la mise à l'arrêt des structures d'accueil collectives et d'enseignement (crèches, services sociaux, écoles, etc.) condamnent les jeunes et les plus pauvres (et les jeunes pauvres) à la solitude et à l'indigence (situation catastrophique des sans-abris), quand les bourgeois vont profiter de leur maison de campagne (quitte à propager le virus). Le Morbihan a vu affluer 2000 personnes ; l'île de Groix est maintenant interdite aux non-résidents permanents...

Il y aura un après crise du Coronavirus, c'est dès maintenant que nous devons interpeller les travailleurs car de nombreux problèmes doivent être résolus et nous ne devons pas être les dindons de la farce. Par exemple la

Nous devons chercher à protéger ces nouvelles relations sociales qui cherchent à se constituer car, comme cela se produit dans chaque nouvelle situation, l'État et l'autorité chercheront à entrer et à étendre leur pouvoir politique, avec davantage de verticalisme et plus de lois ou d'ordonnances. Telle est la guerre sociale qui se déroule dans tous les détails de notre vie. Surtout dans ces situations de crise, c'est lorsque nous avons non seulement pour tâche de surveiller l'action de l'État, mais de gagner du terrain là où il est possible de le faire.

Il est presque certain qu'une grande partie de ces réseaux de soutien disparaîtra et que la pollution économicisée reviendra aux niveaux antérieurs, une fois «une certaine situation de normalité» reconstituée, mais il est plus important qu'ils remplissent leur rôle de solution sociale efficace, de sorte que beaucoup de gens peuvent comprendre ces outils comme leurs propres intérêts. Tout cela, de sorte que dans les situations d'effondrement suivantes, cela ne nous a pas si mal préparés et nous pouvons mieux nous préparer à survivre et à vivre mieux avec moins, pour notre bien-être et celui de la nature.

libre circulation des marchandises à travers la planète, au mépris de toute logique écologique, est aussi un enjeu sanitaire. Elle pose question sur le mode de répartition des richesses qui a cours en économie capitaliste. Une énième crise capitaliste se profile: la Bourse n'en finit pas de chuter, la FED et banques centrales interviennent à coups de milliards. Les capitalistes commencent déjà à geindre et pleurnicher, à se poser en pauvres victimes. L'État va les secourir et nous demander, comme après la crise financière de 2008, de payer l'addition. Nous connaissons leur logique : on nationalise les déficits, à combler par les contribuables, et on privatise les bénéfices pour le plus grand bien d'actionnaires privés. Nos libertés vont continuer à être attaquées et restreintes. Le journaliste du Monde Piotr Smolar résume bien notre inquiétude : « Il faudra demeurer très attentif à ce que la santé ne devienne pas, après la lutte contre le terrorisme, une nouvelle autoroute sans limitation de vitesse en matière de surveillance. » Voilà quelques pistes de réflexion qu'il faudra aborder collectivement ; la résilience des travailleurs doit amener une alternative aux pulsions nationalistes et identitaires de notre société ainsi qu'une alternative économique et sociale. Les propositions libertaires ne sont pas dénuées de fondement et d'intérêt.

L'indécence du gouvernement Macron qui a participé comme ses prédécesseurs Sarkozy et Hollande à la casse de l'hôpital public, aujourd'hui en première ligne face à la crise sanitaire, doit être pointée du doigt. Quand on

casse les services publics, notamment ceux de la santé, on finit par en payer le prix. Ce gouvernement qui vante les mérites du personnel hospitalier est longtemps resté inflexible face à la grève des travailleur-euses de la santé, en détresse et en sous-effectif. Le mouvement des urgentistes est dans toutes les mémoires. Aujourd'hui, il est demandé aux soignants de travailler 10 heures consécutives dans certains services au lieu de huit. Les « jeunes retraités », ceux et celles qui sont partis depuis moins de cinq ans sont appelés à reprendre du service. Cet appel ne sera que peu entendu car les anciens ont dénoncé en leur temps les insuffisances tant matérielles qu'humaines au sein des unités de soin. Des nombreuses aides-soignantes et infirmières sont parties à la retraite avec le dos en loque ; on n'a jamais entendu leur souffrance.

Elles ont même été gazées par la police lors de manifestations. La grève de la faim d'infirmiers à Saint Etienne du Rouvray, les « Perchés de Pierre Janet » au Havre et les multiples mouvements sociaux dans le milieu de la santé n'ont bénéficié que de quelques miettes.

Espérons que l'enjeu de santé actuel réactualisera les demandes récurrentes des personnels en leur donnant les moyens de leurs missions. Les attermolements, cela suffit ! On présente les personnels de santé comme des héros aujourd'hui, à qui on demande ses sacrifices, mais les héros sont fatigués. Notre système de services publics (santé, école...) est à bout de souffle, réanimons-le.

Patoche (GLJD)



Ecologie sociale et libertaire



La hausse des prix du pétrole et le « réchauffement climatique » de la planète provoqué par le déversement de déchets gazeux dans l'atmosphère qui accentue l'effet de serre, en pleine expansion de la demande énergétique, sont des signes révélateurs d'une crise écologique qui remet sans doute en cause la production, la consommation et le mode de vie capitalistes. La crise ne va pas empirer du fait de la proximité d'un « zénith » dans la production pétrolière, et parce que la société technologique est incapable de corriger ses excès, sans même compter sur la collaboration des écologistes. La dénaturation de l'environnement est aussi inhérente au capitalisme que son besoin irrésistible de croître, de sorte que l'extinction de toute forme de vie sur la planète par des vagues de chaleur est une possibilité de plus en plus réelle. Une réduction drastique des émissions de CO2 est urgente, mais la dépendance aux combustibles fossiles est si importante et le système si complexe que sa stabilité serait sérieusement affectée par de légères baisses d'approvisionnement, sans que d'autres sources d'énergie puissent rien faire même à long terme. Ils couvrent à peine une petite partie de la demande et ont également besoin d'énergie fossile à différents moments de leur production. Il est indéniable que toute contribution d'énergie alternative, ou toute économie, aussi importante soit-elle, sera absorbée par le développement économique et la demande subséquente, rapprochant la crise. L'artificialisation de l'environnement, le gaspillage d'eau, d'énergie et de matières premières, la dégradation du territoire et des villes, l'augmentation exponentielle de la mobilité, la pollution galopante, l'accumulation de déchets, les guerres du pétrole, la course aux armements et la concentration du pouvoir, sont des phénomènes qui ne cesseront pas de se produire, car ils découlent de l'oppression économique des masses salariales et de l'exploitation insensée de la nature, fondement du système capitaliste. La crise écologique n'a rien de nouveau, car le système a évolué à travers des catastrophes

dans une certaine mesure contrôlées dans une sorte de processus de destruction-reconstruction. Le problème peut se poser du côté objectif lorsque la crise est hors de contrôle, et du côté subjectif, lorsque le malaise de la population induit la remise en cause du capitalisme, c'est-à-dire lorsque la crise écologique devient une crise sociale. La solution des dirigeants qui administrent la catastrophe est d'y habituer la population, pour qu'elle la considère naturelle et passe inaperçue. Grâce à la gestion des catastrophes, le pouvoir devient environnementaliste et les environnementalistes sont intégrés au pouvoir. Sur la scène, spectacle d'accords internationaux et de dispositions locales favorables au « développementalisme » ; sur le marché, une nouvelle génération de marchandise « verte ». En effet, les sommets de Rio de Janeiro et de Kyoto ont annoncé l'avènement de l'éco-capitalisme. Ils ont été chargés de corroborer le marché mondial de la pollution, des biocarburants et des voitures avec des filtres à particules et de faibles niveaux d'émission, des plans de gestion environnementale des grandes entreprises et la rage boursière des entreprises liées aux énergies renouvelables. Le capitalisme « vert » est une question de marketing et bientôt les terrains de golf, les nouveaux développements résidentiels ou le train à grande vitesse seront présentés comme des paradigmes de l'écologie, comme cela se produit maintenant avec les voitures de dernière génération et les centrales nucléaires. Mais en plus, les entreprises ont senti de l'argent à cause du changement climatique. Comme le dit Eduardo Montes, vice-président de Siemens et chef du Club d'excellence en développement durable: « l'environnement va être une entreprise du futur ».

Le nouveau capitalisme n'apporte pas plus de nouveauté que le conseil en environnement, chargé de fixer le maximum de dégradation acceptable dans la population la plus touchée et le prix que la dégradation cite sur le marché, traduisible en mesures écologistes et respec-

tueuses de l'environnement. La collusion entre le pouvoir et les «verts» est incarnée dans le concept absurde de «développement durable», car le développement et la durabilité sont antithétiques. Les écologistes n'ont pas l'intention de remplacer les techniques bureaucratiques dominantes de gestion sociale et économique par des formes décentralisées et créatives d'autonomie gouvernementale. Ce que les écologistes proposent – et, en général, ce que proposent les plateformes civiques et les politiciens de la « gauche » – c'est qu'une telle gestion soit majoritairement « publique », c'est-à-dire qu'elle reste entre les mains des partis. Ils ne veulent pas la fin du « développementalisme », mais la régulation institutionnelle de ce dernier. Inclinez la balance un peu plus vers la nationalisation et un peu moins vers la privatisation. Il convient de garder à l'esprit lorsque nous nous demandons si la crise affaiblira les mécanismes de domination, altérant les schémas ouvriers, consuméristes et politiques qui favorisent les inégalités, la répression du désir ou l'enlèvement de liberté, ou si un fossé sera ouvert là où ils se brisent.

Une économie «verte», c'est-à-dire une économie sans pétrole, protégée par les institutions et soutenue par un grand pacte entre les «agents sociaux», ne fera qu'introduire de nouvelles habitudes de consommation pour les nouvelles marchandises, en maintenant la standardisation et la massification. Comme celui qui détermine la politique institutionnelle et le comportement de ces agents est le marché mondial, le changement ne sera qu'une affaire de détails: la collecte sélective des ordures, l'utilisation d'ampoules halogènes ou LED, panneaux solaires, pistes cyclables, voitures des rues électriques bordées d'arbres ou la promotion d'une architecture «climatique». Il est impossible que la crise oblige les dirigeants à modifier par essence le modèle économique et social sur lequel repose leur pouvoir et les modes de vie artificiels qui leur sont propres. Si des sources d'énergie renouvelables telles que l'énergie solaire, éolienne ou la biomasse sont utilisées, et d'autres sources non renouvelables telles que le gaz naturel ou l'énergie nucléaire, c'est pour la mondialisation, la hiérarchie et la dictature qui s'intéressent à la science et à la technologie, ne sont pas affectés. Les énergies renouvelables suivent la logique des autres – gigantisme, monopoles, brevets, fusions, absorptions – puisqu'elles obéissent à de puissants intérêts privés, dominants même dans l'entreprise publique. Les éoliennes ne sont pas destinées à décentraliser la production d'énergie et à supprimer le réchauffement climatique, mais à sauver l'industrie du tourisme, la climatisation électrique et le train à grande vitesse; comme les batteries au biodiesel ou à l'hydrogène, elles doivent maintenir le modèle de mobilité actuel basé sur les autoroutes et les voitures particulières. La même chose que les usines de recyclage ou les usines de dessalement font avec les terrains de golf, les résidences secondaires et l'agriculture intensive. La logique du marché est telle-

ment renforcée que, par exemple, l'émergence d'agrocarburants contribue non seulement à l'augmentation du prix des céréales – et donc du pain, de la viande industrielle, du lait ... – mais a également un effet dans des sociétés appauvries similaires à celles d'autres cultures industrielles comme le coton, la canne à sucre ou le café. L'expansion des cultures « énergétiques » – palmier à huile, maïs, colza, soja – tout en étant responsable de la destruction de milliers d'hectares de forêt tropicale, est également le retour du travail forcé comme forme habituelle d'exploitation. Ainsi, les besoins énergétiques exorbitants de la métropole capitaliste, et donc leur «durabilité», sont couverts par la déforestation des pays au capitalisme insuffisant et l'esclavage de leurs populations. De même, la création de «réserves de biosphère» dans les pays à capitalisme arriéré entraîne la déportation violente de leurs habitants, indésirables pour le tourisme écologique.

Grâce à la destruction des structures de classe du prolétariat, à la détérioration de leurs liens collectifs, la crise écologique se déroule sans crise sociale. La peur a remplacé la sociabilité, la consommation privée par la solidarité commune et les masses par les classes. Voici «l'énigme de la docilité» révélée. La diversification des sources d'énergie ne se produit pas par hasard dans un contexte de concentration du pouvoir, mais d'augmentation des forces productives, de mondialisation commerciale et d'atomisation sociale, de sorte que sa contribution à l'autonomie locale, à la culture biologique et à la vie communautaire, est complètement nul. Les politiques de production « biologique » et environnementales pratiquées par les causes de la crise légitimement et renforcent leur pouvoir, ne décentralisent pas les mécanismes de décision. Au mieux, ils sont limités et marginaux, à courte portée, mais politiquement corrects et, par conséquent, utiles comme propagande. Les nouveaux règlements et ordonnances sont l'alibi du « développementalisme » actuel. Le bruit monté autour du commerce équitable, des microcrédits, des budgets participatifs, des équipements de production distribuée, du code technique du bâtiment ou de l'éco-efficacité, ne sert qu'à masquer le scandale des conditions d'existence inhumaines, massivement répandues, et le danger qui dirige la vie sur Terre entre les mains du capitalisme. Ni les nouvelles technologies, ni les mesures «alternatives» mentionnées ci-dessus, encore moins les énergies renouvelables, ne seront utilisées contre l'autoritarisme, la corruption, l'hypermobilité, l'urbanisation illimitée, le déracinement, l'exode rural ou les déchets, mais pour préparer un avenir avec du pétrole cher et rare, en maintenant intactes les attentes de croissance et les structures de pouvoir.

Ce n'est que dans des endroits où l'économie du profit ne pénètre pas ou a déserté qu'une société informelle en dehors du marché, une société de bricolage et de troc,

de solidarité et de partage équitable, où la communauté l'emporte sur le commercial.

Un tel phénomène est rare dans les sociétés turbo-capitalistes, car la politique professionnelle, le syndicalisme, l'assistance sociale, la scolarité obligatoire ou la prison, c'est-à-dire les outils du contrôle social, empêchent son apparition. Un marché néorural, une coopérative, un jardin urbain, une salle à manger végétalienne etc... Cependant, les immenses bidonvilles des grandes villes d'Amérique latine, d'Asie et surtout d'Afrique fonctionnent selon des règles précapitalistes qui trouvent leur origine dans la nostalgie de la tradition perdue et de l'exclusion du marché moderne. La société informelle est un produit du besoin de subsistance et n'est pas opposée par définition à l'économie capitaliste; elle s'y connecte de différentes manières – l'immigration – donnant lieu à des épisodes de lutte de classe déjà oubliés dans des sociétés pleinement soumises aux impératifs technico-économiques. D'une certaine manière, il est maintenu, avec l'aide précieuse des ONG et des experts du tiers monde, comme une réserve permanente de main-d'œuvre et de marché potentiel qui attend le moment propice de son intégration au marché. Il ne s'agit pas d'ignorer son exemple, mais l'espace informel en dehors de l'économie n'aura de valeur positive que comme espace pris sur le marché, c'est-à-dire comme espace libéré par un mouvement qui dissout les relations commerciales. Si un tel mouvement n'existe pas, les expériences isolées d'auto-organisation et déco-efficacité n'ont qu'une valeur démonstrative et critique. L'absence ou la faiblesse des luttes anti-développementales et de défense du territoire place les perspectives de libération sociale dans le champ de l'utopie, afin que ces expériences jouent un rôle pédagogique, contribuant à la nécessaire préparation intellectuelle et morale – ce que les dirigeants appellent « Culture du non » – qui doit accompagner la dissolution révolutionnaire du pouvoir et sa réapparition horizontale dans les quartiers et les villes sous forme d'associations communautaires, de collectifs et d'assemblées. Mais n'oublions pas qu'il ne s'agit que de formes de survie au sein du capitalisme, et donc conditionnées par lui, donc son rôle est nécessairement limité. Ce ne sont les foyers d'aucune société libérée future; ceux-ci doivent être l'œuvre d'un mouvement social historique qui démolit de force les colonnes qui soutiennent le royaume des marchandises et ce mouvement n'est pas encore né.

La société actuelle surmontera la destruction actuelle des conditions matérielles de la vie, ou ce qui est le même, la société actuelle entrera dans une relation équilibrée avec la nature et ses membres établiront des relations libres et communautaires entre eux, seulement si le progrès de l'économie et de la technologie mis à part, s'il y a un tournant dans la tendance dominante, si le processus s'inverse et que les destinations cessent de dépendre d'experts, de cadres et de dirigeants politiques. Cela

nécessite un véritable mouvement social – une véritable généralisation de la conscience écologique – capable de créer des contre-institutions qui s'opposent à l'économie capitaliste et aux formes politiques et technologiques qui correspondent, notamment à l'État. Un mouvement qui applique le principe de précaution au capitalisme dans son ensemble, c'est-à-dire qui l'identifie et le caractérise comme le problème mondial absolu, aux conséquences catastrophiques irréparables dans une période de temps immédiate et courte, et qui le met hors de la loi. Sortir de la crise, c'est sortir du capitalisme, même du capitalisme «vert». Mais personne n'échappe définitivement au capitalisme. La transformation des agglomérations en collectivités territoriales, c'est-à-dire la délocalisation productive, le retour à l'agriculture traditionnelle, les ateliers autogérés, la désurbanisation et la démocratie directe, ne seront le produit d'aucun panneau photovoltaïque ou d'aucun design écologique, ni n'arriveront de la main des anciennes institutions, des initiatives citoyennes ou des formules financières et commerciales, mais l'œuvre d'une révolution sociale qui bouleversera les relations sociales existantes et décolonisera la vie quotidienne. Paradoxalement, cette révolution doit se soucier de préserver tout ce que le capitalisme ne peut pas détruire – solidarité, expérience de lutte, culture populaire, savoirs anciens ... mais aussi la flore et la faune, l'air pur et l'eau propre – donc qu'il aura pour la première fois un caractère éminemment conservateur et constructif. Mais cela ne signifie en aucun cas se mêler à la gestion du monde existant. Il ne s'agit pas de gérer la catastrophe, mais d'y mettre fin. Ni techniquement, ni économiquement, ni politiquement, il n'est possible d'éviter l'alternative entre extinction biologique ou révolution comme nous le soulignons. Il n'y a pas de solution de l'intérieur, à gauche ou à droite. Uniquement d'en bas et de l'extérieur.

Miquel Amorós

PS : Nous tenons à ajouter pour davantage de clarté que l'actuelle transition énergétique des gouvernements est factice. En réalité le solaire et l'éolien ne se substituent pas au charbon et au pétrole mais complètent ces énergies fossiles afin de continuer à consommer encore davantage. La consommation permet de juteux profits capitalistes. La bien-pensance invite les citoyens à nettoyer les plages, à trier les déchets, aux petits gestes pour sauver la planète... Ce n'est que de la communication qui maintient de facto les modes de vie polluants. Pour inverser la tendance et choisir une réelle alternative à l'urgence climatique et à la chute drastique de la biodiversité, ce sont les valeurs du capitalistovirus qu'il convient d'éradiquer. Pour envisager un autre futur, nous devons remettre en cause les intérêts des entreprises de production d'électricité, le centralisme des décisions, la croissance du P.I.B... et prendre le chemin d'une décroissance raisonnable allant de pair avec une consommation socialement utile. (Ti Wi- GLJD)

La réforme des retraites : les grèves d'août-septembre 1953

Suite du libertaire de Février 2020

L'U.D. effectue les constats suivants :

- La grève est riche d'enseignements et la C.G.T. peut être confiante dans l'avenir ;
- La classe ouvrière recèle une forte solidarité et des « trésors de dévouement » ;

La solidarité n'est d'ailleurs pas l'apanage des ouvriers ainsi les enseignants n'ont pas ménagé leur peine : « Ces camarades ont consacré une partie de leurs vacances pour se mettre au service de la classe ouvrière du département. Certains ont mis leur voiture à notre disposition jour et nuit soit pour conduire les militants aux usines ou dans les localités, ou pour acheminer la Vie Ouvrière, les tracts ou les affiches car n'oublions pas qu'il n'y avait plus de transports (150 centres de diffusion). D'autres sont allés aux portes des entreprises parler aux ouvriers. On a vu cela à Dieppe et dans la vallée du Cailly ».

« Les grèves d'août-septembre ne constituent qu'une étape, c'est évident. » Le mécontentement subsiste.

« Tout ce travail ne peut pas se réaliser convenablement si en même temps on ne dénonce pas vigoureusement les dirigeants scissionnistes comme de véritables traîtres. Pas seulement ceux de Force Ouvrière, mais aussi ceux de la C.F.T.C., de la C.G.C., et dans certains cas, les autonomes. Ils ont odieusement menti à la classe ouvrière. »

Pour la C.G.T. cette trahison du 21 août a eu lieu avec la complicité des hommes du M.R.P.

Par ailleurs la centrale communiste se demande pourquoi aucune action n'a été engagée dans certaines raffineries de pétrole et huiles (près de 8 000 ouvriers).¹

F.O. a joué un rôle moteur dans le commencement et l'extension des grèves du secteur public. En gardant le contrôle des comités de grève et en impulsant les conflits, F.O. a su ne pas tomber dans les rets de la C.G.T. : « Dans les P.T.T., le mouvement a été déclenché sur une initiative de F.O. et la reprise du travail a été ordonnée par les militants de cette centrale contre la position de la C.G.T. »², ce qui fait de ce syndicat un élément incontournable des intersyndicales pour enclencher et faire perdurer tout mouvement d'envergure. Pour autant les décisions fédérales ne sont pas toujours admises et comprises : « Il

1 A.D.S.M. 195 J, fonds de l'Union départementale C.G.T. de Seine-Maritime (Darnétal)

2 A.D.S.M.-Z 1767 (Rapports mensuels- août 1953)

convient à ce sujet, de signaler que les directives des fédérations nationales ordonnant la cessation de la grève à la suite des assurances gouvernementales ont été assez fraîchement accueillies par les grévistes et les dirigeants locaux ». Des refus d'obéissance sont à signaler ainsi que des césures entre la base et le sommet syndical : « Un certain nombre d'adhérents ont déchiré leur carte F.O. et plusieurs militants n'ont pas suivi les mots d'ordre de leur confédération ».³ L'unité d'action a trouvé de nombreux partisans mais lors des reprises du travail, les désaccords et divergences ressurgissent entre les diverses tendances syndicales. Ainsi les lignes de fractures entre syndicats s'estompent durant les grèves mais ressurgissent à la fin des hostilités.

Les répercussions politiques, économiques et sociales du conflit de l'été sur le plan local.

Le Parti communiste tente de se rapprocher de la S.F.I.O. sans grand succès « dans l'intention d'exploiter sur le plan politique, les accords conclus occasionnellement sur le plan social ».⁴ Il poursuit sa démarche « unitaire » dans l'arrondissement du Havre et laisse à la C.G.T. « le soin d'exploiter le malaise social et toute occasion susceptible de servir ses desseins (fermeture de la S.N.C.A.N.) ».⁵

La politique du Parti communiste est toujours présente : « Il faut en finir avec la guerre au Vietnam, réduire les crédits militaires, travailler à la détente internationale. Rétablir l'indépendance nationale dans tous les domaines. En un mot, il faut que ça change. Par le recours aux pleins pouvoirs, les gouvernants ont singulièrement montré à quel point leur politique a creusé un fossé entre eux et la nation au même titre qu'actuellement nos gouvernants font bon marché de l'indépendance nationale et de la sécurité de la France en laissant faire le réarmement de l'Allemagne ».⁶ « N'oublions pas que si le 25 août, nous avons arraché de leur prison de Fresnes nos camarades Alain Le Léap et Lucien Molino et leurs camarades de détention (et c'est une grande victoire), il nous reste à obtenir la levée des mandats d'arrêt contre Benoît Frachon et Marcel Dufriche ».⁷

D'autres points de vue s'affichent dont celui de la rédaction du journal Démocratie prolétarienne : « Il est certain aujourd'hui que les libérations de Le Léap, Molino, Still, Ducloné, etc. sont le fruit premier des tractations mul-

3 Ibid

4 A.D.S.M.-Z 1767 (Rapports mensuels-septembre 1953)

5 Ibid

6 A.D.S.M. 195 J, fonds de l'Union départementale C.G.T. de Seine-Maritime (Darnétal)

7 Ibid

tiples entre le gouvernement et le P.C.F. »⁸

Les socialistes havrais ouvrent une campagne en faveur d'un « Front Démocratique et Social » tandis que deux conseillers municipaux de la liste d'Action Populaire et Familiale, M. Cornière et M. Dujardin, démissionnent du M.R.P., estimant que leur parti cautionne la « politique réactionnaire » de M. Pinay et M. Laniel et que « la ligne de conduite des Ministres du M.R.P. et l'attitude de ses députés ne correspondent plus aux aspirations des militants ». ⁹

L'activité industrielle ne connaît aucune reprise au cours du mois de septembre et de nombreux licenciements interviennent. Aux difficultés de trésorerie des entreprises dues à la grève s'ajoute une baisse volontaire de la production de la part des ouvriers : « enfin, le mécontentement ouvrier se traduit par une sérieuse baisse de rendement ». ¹⁰ La situation de l'emploi au Havre, considérée comme dramatique, inquiète au plus haut point les autorités d'autant qu'à une conjoncture défavorable vient se greffer la fermeture de la S.N.C.A.N. : « Cette mesure déjà grave par elle-même puisqu'elle frappe 600 ouvriers, prend l'aspect d'un véritable désastre dans les circonstances actuelles où l'opinion ouvrière est sensibilisée par une longue période de conflit et où le reclassement du personnel s'avère pratiquement impossible ». ¹¹ Les socialistes havrais par le truchement de M. Binot constatent que la S.N.C.A.N. appartient au secteur nationalisé, donc placée sous la tutelle directe du gouvernement, et que cette entreprise est touchée dans « des conditions qui ne paraissent ni naturelles, ni fortuites ». Si le problème du déficit est réel, le problème de la réorganisation n'est pas abordé et c'est là que réside l'alternative à la fermeture de l'entreprise. ¹² Un malentendu laisse penser aux ouvriers que l'activité de l'usine va continuer mais le premier octobre, celle-ci est fermée et les ouvriers toucheront seulement une indemnité de licenciement égale à un mois de salaire. La question de la fermeture du site havrais soulève une vive émotion dans l'opinion publique havraise. Le patronat de la métallurgie ne semble pas enclin à embaucher les licenciés de la S.N.C.A.N., ces derniers étant considérés comme de potentiels agitateurs, « ce personnel ne jouissant pas, par ailleurs, d'une grande considération auprès des directions des différentes entreprises de la place, en raison de la position en flèche qu'il a prise à l'occasion des conflits sociaux ». ¹³ Les conseils municipaux du Havre et d'Harfleur, une centaine d'ouvriers sont domiciliés dans cette dernière commune, s'inquiètent « des charges supplémentaires que l'augmentation brutale du nombre de travailleurs sans emploi ne manquera pas d'entraîner ». ¹⁴

Dans le secteur du Bâtiment et des Travaux publics, la situation est catastrophique, « les services de l'Inspection du Travail ont été submergés par des demandes d'autorisation de licenciement » ¹⁵. Dans la métallurgie, notamment dans la réparation navale, un ralentissement d'activité est ressenti car de nombreux bateaux sont détournés vers d'autres ports. La reprise du travail est obérée de ce fait : « En effet, les armateurs n'ont pas attendu la fin du conflit et ont envoyé leurs bateaux à Bordeaux, Anvers ou Hambourg ».

Les travailleurs à la base se sont retrouvés dans les actions unitaires proposées par les syndicats même si ces derniers se torpillent les uns les autres drapés cependant d'une unité de façade : « La tactique de l'unité d'action semble avoir rencontré l'adhésion d'une partie importante des travailleurs de la base qui, dans plusieurs cas, ont poursuivi la lutte commune malgré les consignes nationales des Fédérations F.O. et C.F.T.C. Les dirigeants syndicaux au contraire semblent vouloir profiter de la pause pour réaffirmer leur influence sur leurs adhérents tout en sapant celle de leurs concurrents ». ¹⁶ La C.G.T. n'est pas à l'initiative des grèves d'août et joue même un second rôle. Par contre c'est elle qui mobilise les secteurs de la métallurgie et du bâtiment et permet à la grève de tenir dans la durée : « La C.G.T. qui s'était souvent tenue au second plan au cours des grèves d'août a été le principal artisan de leur prolongation ». ¹⁷ La C.G.T. en profite pour stigmatiser les responsables de F.O. et de la C.F.T.C. qui ont mis fin aux grèves. F.O. répond en critiquant la C.G.T. et lui reproche d'avoir engagé « une action inconsidérée » qui n'a apporté aucun avantage tangible aux travailleurs.

La C.F.T.C., quant à elle, essuie les critiques de nombreux militants qui « se montrent mécontents de l'attitude de leurs dirigeants nationaux ». ¹⁸ De surcroît, les adhérents de ce syndicat préfèrent suivre les actions unitaires à la base plutôt que les consignes données par leur représentants : « Les récents conflits ont prouvé que la C.F.T.C. après avoir encouragé l'unité d'action avec la C.G.T. n'a pas suffisamment de contrôle sur ses troupes pour faire cesser cette collaboration dès qu'elle l'estime utile. Son influence auprès des travailleurs de la région n'en sort pas renforcée ». ¹⁹ Un syndicat autonome unifié du personnel de la Compagnie Normande d'Autobus (C.N.A.) est créé.

Dans l'esprit des militants, l'arrêt de la grève représente une trêve dans la lutte revendicative. Une tension règne et le ressentiment des ouvriers est réel. La situation est différente selon que l'on se réfère aux secteurs public ou privé. Hormis les tensions dues au non-paiement des jours de grève et aux menaces de sanction ou tout projet visant à régler le droit de grève, le climat chez les fonctionnaires semble apaisé.

8 Démocratie prolétarienne août-septembre 1953- N° 17

9 A.D.S.M.-Z 1767 (Rapports mensuels-septembre 1953)

10 Ibid

11 Ibid

12 Ibid

13 Ibid

14 Ibid

15 Ibid

16 Ibid

17 Ibid

18 Ibid

19 Ibid

La situation est tout autre dans le secteur privé où une atmosphère de rancœur domine. La défaite ouvrière malgré une grève longue hypothèque l'avenir. La période des vacances, le manque d'épargne dans les foyers ouvriers ont pesé lourd sur l'échec quasi-total du mouvement dans la métallurgie et le bâtiment. La volonté patronale de n'accepter aucun compromis avec les syndicats ouvriers a joué un rôle de sape non négligeable : « L'intransigeance des milieux patronaux a voué à l'échec toute tentative de conciliation au cours de la grève même lorsque les concessions à faire étaient sans grande incidence économique ». ²⁰ La reprise du travail ne s'effectue pas sans heurts et les travailleurs retrouvent le chemin de l'action directe : « Des débrayages de courte durée, la mauvaise volonté des ouvriers sur les chantiers, la grève perlée, de petits sabotages maintiennent une ambiance tendue et perturbent la marche des entreprises ». ²¹ Parallèlement le patronat joue la répression et se débarrasse des militants les plus gênants : « Il est, d'autre part, reconnu qu'un certain nombre de licenciements et de sanctions sont intervenus depuis la fin du conflit, pour éliminer, sous des prétextes variés, les militants les plus agissants ». ²² La différence entre les secteurs public et privé réside dans le fait que les travailleurs de l'Etat s'en tiennent aux avantages acquis et restent sur une victoire alors que les salariés du privé ne peuvent plus mener une action collective mais doivent se cantonner à des luttes « sur le plan de l'entreprise » d'autant qu'au Havre aucun syndicat n'a « une audience suffisante pour entamer une action par ses seuls moyens ». ²³ Les syndicats sont donc condamnés à s'unir s'ils veulent être efficaces. Les autorités mettent en garde le gouvernement en insistant sur le fait que les difficultés croissantes des travailleurs peuvent « leur donner un jour la force du désespoir ».

Le rôle des pouvoirs publics

Ils tentent de pallier aux difficultés du moment conformément aux directives gouvernementales en sériant les priorités : distribution d'électricité aux hôpitaux, services des eaux, installations frigorifiques... Acheminement des enfants des colonies de vacances en faisant appel au concours de transports routiers. Débarquement de denrées périssables dans les ports assuré par une main d'œuvre supplétive sous la protection de la police. En effectuant des réquisitions.

La tâche n'est pas facile pour les pouvoirs publics confrontés à une situation de l'emploi dégradée.

La situation de l'emploi est défavorable au Havre car « les débauchages en fin de chantier ne sont pas compensés par de nouveaux démarrages ». L'exode rural accroît les difficultés : « Les villes de la région ont eu, en effet, après

²⁰ Ibid

²¹ Ibid

²² A.D.S.M.-Z 1767- Rapports mensuels- septembre 1953

²³ Ibid

la guerre un afflux de main d'œuvre en provenance des campagnes et il s'avère maintenant difficile de reclasser celle-ci car les industries locales sont en général mal placées dans la concurrence nationale ou internationale ». ²⁴

Les réquisitions

Les réquisitions ne sont pas nouvelles et font partie de l'arsenal coercitif de l'Etat à l'encontre des fonctionnaires grévistes.

Par exemple le décret n° 51-334 du 20 mars 1951 concernant la réquisition de certaines catégories de personnel de la société nationale des chemins de fer français paraît au Journal Officiel du 22 mars 1951 :

Article 1er : A l'effet d'assurer le fonctionnement du service public du transport, sont mises en état de réquisition les catégories de personnel de la Société nationale des chemins de fer français désignées par arrêté du ministre des travaux publics, des transports et du tourisme.

Article 2 : La présente réquisition sera portée à la connaissance des agents intéressés soit par voie d'affichage ou de notifications individuelles, soit par tout autre mode de publicité approprié.

Ce décret est cosigné par Henri Queille, Président du conseil des ministres, ministre de l'intérieur et Antoine Pinay, ministre des travaux publics, des transports et du tourisme.

Lors de la grève des cheminots du 21 mars 1951, 300 réquisitions sont envoyées pour les effectifs grévistes suivants au Havre :

1° Dépôt : 90 agents présents sur 291 ;

2° Exploitation : 200 agents présents sur 300 environ ;

3° Agents de train : grève totale des 65 agents.

On dénombre 2 départs et 3 arrivées de trains au lieu d'une vingtaine de mouvements habituellement.

De nombreux cheminots refusent de signer leur ordre de réquisition : 18 refus pour la notification de première urgence et 15 pour celle des deuxième et troisième urgences.

Pour l'année 1953, un arrêté portant réquisition de certaines catégories de personnel dans les P.T.T. paraît au J.O. du 9 août. Le gouvernement prend donc des dispositions pour contrer le mouvement gréviste dès ses débuts. Le ministère des P.T.T. rappelle que les journées de grève ne seront pas payées et suspend tous les départs en congé

²⁴ A.D.S.M.-Z 1767 (Rapports mensuels- juillet 1953)

des personnels.

Mais les réquisitions se sont révélées en grande partie inefficace de par le flou entretenu sur la légalité des notifications adressées aux agents des services publics leur enjoignant de rejoindre leur poste et de par le peu d'empressement du Parquet à condamner les récalcitrants : « Les différents décrets ordonnant la réquisition des agents de différents services publics ont certes été appliqués avec diligence. Mais, le formalisme de la notification individuelle, l'incertitude habilement entretenue par les dirigeants syndicaux sur la légalité des réquisitions, ont émoussé cette arme destinée à assurer la permanence des services publics ». ²⁵ D'autant qu'un nombre significatif d'employés se sont déclarés malades ou ont quitté leur domicile afin de ne pas être joignables. L'ordre de réquisition des fonctionnaires que Laniel a lancé est tourné en ridicule et le moyen d'assurer le service postal par l'armée s'est révélé inefficace. ²⁶

Malgré la répression et les tentatives d'intimidation, la mobilisation n'a pas faibli dans les services publics. Le nombre de réquisitions émises n'a pas été marginale, même si les autorités se plaignent de leur suivi, par exemple à la S.N.C.F. « 1525 réquisitions ont été émises, 147 seulement ont été suivies d'effet, 730 dossiers de réfractaires ont été transmis au Parquet qui n'a pas encore poursuivi l'instruction ».

La grève étant générale et bien suivie, le nombre de par-

25 A.D.S.M. - Z 1767 (Rapports mensuels août 1953)

26 Le Libertaire du jeudi 13 août 1953

ticipants aux actes de désobéissance est garant de la non application des peines encourues : « La relative inefficacité des mesures prises, résulte d'abord du caractère général de la grève et de la certitude de la part des grévistes de l'impossibilité psychologique et technique d'une sanction collective tant pénale que disciplinaire ».

Très lucide, le Préfet indique que « La contrainte n'a d'ailleurs jamais permis la solution du problème social »; cependant considérant la législation comme incomplète, il préconise une réglementation précise du droit de grève pour assurer la permanence des services publics. ²⁷ Le préfet constate de même que la comparution en justice n'est plus redoutée des travailleurs et que la grève au Havre s'est déroulée sur un laps de temps bien supérieur à celui d'autres villes : « Les grèves havraises ont duré plus longtemps que partout ailleurs. Ayant commencé le 6 août, elles n'ont pris fin que le 16 septembre 1953 ». ²⁸

Il tire le bilan de la grève et met en garde le gouvernement sur le fait que malgré un calme apparent « les esprits sont encore échauffés » car le non-paiement des journées de grève a encore réduit les ressources des familles ouvrières et que l'amertume prédomine dans les rangs des travailleurs. Il craint aussi un nouveau mouvement « qui serait cette fois entièrement entre les mains des communistes ». ²⁹

A suivre

27 Ibid

28 A.D.S.M. - Z 2323

29 A.D.S.M. - Z 1767 (Rapports mensuels août 1953)



Le Libertaire

Internet : <http://le-libertaire.net/>

E-Mail : julesdurand.lehavre@gmail.com

Adresse postale: Groupe d'Etudes Sociales du Havre et environs- BP 411- 76057 Le Havre CEDEX

Directeur de la Publication : Olivier Lenourry

Numéro de commission paritaire en cours

A vos plumes

Le libertaire accueille amicalement l'apport artistique, les études sociales, culturelles et économiques des lecteurs et lectrices

Envoyez vos articles au Libertaire. par Mail julesdurand.lehavre@gmail.com